

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

## Chronique de guerre Sous toute réserve

Michel Peterson

Volume 52, Number 2 (290), February 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/63828ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Peterson, M. (2011). Chronique de guerre : sous toute réserve. *Liberté*, 52(2), 130-133.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# CHRONIQUE DE GUERRE

## Sous toute réserve

On le sait : Pierre Karl Péladeau a toujours été sensible à la croissance de la démocratie participative, la Caisse de dépôt veillant à soutenir Quebecor dans sa mission d'éducation citoyenne. La générosité dont a fait preuve l'entreprise envers ses employés de Vidéotron, du journal de Jonquière *Le Réveil*, du *Journal de Québec* et du *Journal de Montréal* constitue d'ailleurs un exemple de réouverture des rapports entre les humbles travailleurs et le patronat. C'est ce qui fait du PDG de Quebecor un modèle héroïque que devraient suivre tous ceux et toutes celles qui se sentent la fibre entrepreneuriale. Pas seulement ici, dans notre république de bananes, mais aussi en Haïti, où PKP a financé en partie la reconstruction du Centre opérationnel des médias. Claude Gilles, le président de Reporters sans frontières en Haïti, et François Bugingo, le patron du même organisme au Canada, unissaient d'ailleurs leurs voix le 21 janvier 2010 pour saluer la magnanimité de notre multimillionnaire.

Dans les circonstances, PKP ne pouvait que tomber dans un état de stress post-traumatique après avoir été publiquement insulté dans *Le Devoir* du 31 janvier 2007 par Sylvain Lafrance, le vice-président de Radio-Canada. On se souvient que ce dernier avait traité

le bienfaiteur de « voyou » ! C'est pourquoi l'ensemble de notre collectivité a été émue par le vibrant plaidoyer de Julie Snyder, appelée à la barre des témoins le 11 novembre dernier pour expliquer comment toute sa famille allait être marquée à vie par une agression aussi sauvage. Son mari un trimpe, un débauché ?

Cocasse, cette scène ? Point du tout. Il suffit de réfléchir un instant pour se rendre compte que, ce qui est mis en jeu dans ce simulacre de justice (comme dans le cas de la commission Bastarache), c'est le couple de la force et du droit, avec la possibilité, inscrite dans le second, de suspendre souverainement la première (comme on l'a vu lorsque Stephen Harper a procédé à la prorogation du Parlement canadien, appuyé par la gouverneure générale alors en exercice). En traitant PKP de « voyou », LaFrance, homme de « divertissement », le remplaçait dans une riche tradition de pensée qui part au moins de Platon et nous conduit à George Bush, sans oublier les La Fontaine (« La raison du plus fort est toujours la meilleure »), Hobbes, Kant, Orwell et aujourd'hui Žižek. Julie Snyder était donc loin d'avoir tort en s'appuyant sur le dictionnaire pour frayer la voie à son discours. En effet, le voyou a toujours en vue l'espace public, la société civile et, donc, la communication sous quelque forme qu'elle s'actualise. Derrida ne dit pas autre chose quand il écrit :

Le mot *voyou* a un rapport essentiel avec la voie, la voirie urbaine, la voirie de la cité ou de la *polis*, et donc avec la rue, le dévoiement du voyou consistant à faire mauvais usage de la rue, à corrompre la rue, à traîner dans les rues, à « courir les rues », comme on dit de façon étrangement transitive.

Mais le philosophe ajoutait (c'est là que le bât blesse, selon Julie, productrice et animatrice de télévision durement touchée par l'agression dont elle a été avec sa famille la cible) : « Cette transitivité n'est jamais loin de celle qui permet de “faire le trottoir”<sup>1</sup>. » Je passe par-dessus les rappels par Derrida de Baudelaire, de Benjamin et d'Aragon, qui ne détestaient pas les voyous, pour aller au fait que ces derniers, hors-la-loi de leur état, mettent en lumière la scène incroyablement complexe des alliances entre le démagogique et le démocratique, entre l'aristocratie financière et la plèbe crasseuse, entre l'État et le banditisme, entre les gouvernements et les mafias. De Jonquière à Haïti, c'est toujours la question du monopole de la violence qui

1. Jacques Derrida, *Voyous*, Paris, Galilée, 2003, p. 97-98.

revient, comme un retour du refoulé individuel et social, que montrent et cachent à la fois les médias. La poursuite pour atteinte à sa réputation qu'a intentée PKP contre Lafrance (d'abord, rappelons-le, de 2,1 millions de dollars, maintenant réduite à 700 000 dollars) est donc bien une affaire d'État et de voyouterie en ce qu'elle indique que les contrats sociaux qui nous sont aujourd'hui proposés sous le joug du Capital constituent non pas des conventions paraphées entre partenaires fictivement égaux, mais des opérations de guerre civile, voire nationale. Le tour de passe-passe de PKP est de dévoyer la catégorie employée par Lafrance et de faire comme s'il ne savait pas qu'elle le désignait bien moins comme individu que comme représentant de son institution dans le contexte de la démocratie. Il peut ainsi utiliser son nom pour se poser en bouc émissaire de Sylvain Lafrance, de Radio-Canada, de son ex-président, Robert Rabinovitch, et même du juge Claude Larouche, au point d'avoir porté sa cause en appel et d'avoir réussi à faire suspendre les procédures jusqu'en février 2011 sans jamais pouvoir justifier les prétendus dommages financiers encourus par Vidéotron. Alors que c'est lui qui attaque le Fonds canadien de télévision ! Et la Cour ! Il s'agit cette fois encore — la leçon des Jean Chrétien et Jean Charest semble avoir été retenue — d'intimider chaque instance ou chaque représentant de la loi qui ne se plierait pas à sa volonté souveraine.

Mais il n'est pas nécessaire d'employer cette voie pour arriver à ses fins. Une autre stratégie tout aussi démocratique, bien qu'en apparence inverse à la précédente, peut très bien faire l'affaire. C'est celle de Paul Martin, qui veille à détourner les regards de l'entreprise écocitoyenne qui fut la sienne — je parle de Canada Steamship Lines, qu'il céda à ses fils en 2003 — sur le bienfaiteur qu'il est devenu depuis qu'il n'est plus en politique. Dans sa livraison du 4 au 11 novembre dernier, *Rue Frontenac*<sup>2</sup>, publiait « On a un tiers-monde au Canada » (vol. 1, n° 2, p. 2-3), une entrevue accordée à Marco Fortier par l'ex-premier ministre. Rapide certes (à peine deux maigres pages), mais efficace. Le journaliste traçait d'abord le portrait d'un homme hésitant entre son missionnariat et un rousseauisme de bon aloi, élevant des moutons et se glissant sous la cravate une dizaine de cafés par jour. Évidemment, quand on s'occupe d'une mission de développement en Afrique et qu'on siège sur un groupe anglo-norvégien de protection de l'environnement au Congo, il y a du pain sur la planche. Mais là

2. Ce journal est, comme on le sait, celui des *lockoutés* du *Journal de Montréal*.

n'est pas l'essentiel, car, pour importantes que ces missions soient humainement et philosophiquement, notre cardinal Léger post-moderne est mobilisé par une autre Cause, à savoir celle de la terrible condition des autochtones du Canada, exclus de tous paradis fiscaux qui leur permettraient enfin de se développer convenablement et de ne plus être victimes du déséquilibre fiscal qui les plonge dans le marasme. Paul Martin reste toutefois discret dans ses propos et ne mentionne pas s'il compte inviter quelques chefs des Premières Nations à participer aux réunions Bilderberg, tenues en marge du G8 et du G20.

Mais l'essentiel est ailleurs et concerne la fondation de 50 millions de dollars que le mécène a créée pour aider les autochtones à sortir de la pauvreté. Et il « sait de quoi il parle » pour les avoir fréquentés quand il était matelot dans les Territoires du Nord-Ouest et à la baie d'Hudson. Comme PKP en Haïti, Paul a été marqué par la misère, la drogue, la violence, le suicide, le « vrai problème », comme il le souligne, étant le « désespoir des jeunes ». C'est ce qui l'avait amené à proposer en 2005 l'accord de Kelowna, relégué aux oubliettes par les *méchants* conservateurs. Le clou de ce programme de sa fondation ? : stimuler le désir d'entreprise chez les autochtones. Faites du *business*, et vos problèmes disparaîtront ! Le néolibéralisme n'a-t-il pas démontré l'effet magique de cette recette ? D'ailleurs, ce qui vaut pour ces laissés-pour-compte ne vaut-il pas pour tous les pauvres voyous de ce monde ? Produisez d'abord de la richesse... n'importe quoi, si vous voulez y accéder. D'où l'intérêt de l'article de Pierre Duhamel dans le numéro de novembre 2010 de *L'itinéraire* (vol. 17, n° 21, p. 31) intitulé « Le Québec a-t-il le goût d'entreprendre ? » La réponse de « l'expert » était surprenante : non, bien sûr ! Surtout si nous nous comparons à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique. Pour les autochtones comme pour tous les déracinés de la Terre — Africains ou Haïtiens —, une solution, limpide énoncée : « Il faut contrer les oiseaux de malheur et valoriser l'initiative, l'audace, le risque, l'indépendance [entrepreneuriale, pas politique], la créativité et le dépassement. Il en va de notre avenir. »

Et de la croissance de la misère et de la mort.